

DARES

résultats

Chômage et territoires en 2017 : des disparités marquées

En 2017, le taux de chômage s'élève à 9,1 % en France métropolitaine. Au niveau régional, les Pays de la Loire affichent un taux de 7,8 %, les Hauts-de-France 11,6 % et La Réunion 22,8 %. Plus on descend à un niveau territorial fin, plus les disparités sont marquées.

Si ces disparités apparaissent souvent comme le produit de l'histoire – notamment industrielle – du pays, elles s'expliquent également par un impact différencié de la crise économique de 2008 selon les régions, les départements et les zones d'emploi.

En 2017, le taux de chômage est de 9,1 % en France métropolitaine, contre 10,0 % en 2015, point le plus haut depuis la crise économique de 2008. Ce taux moyen s'accompagne de fortes disparités territoriales (carte 1). Les Pays de la Loire (7,8 %) et la Bretagne (7,9 %) ont les taux de chômage les plus bas en 2017. À l'inverse, les trois régions les plus touchées par le chômage sont les Hauts-de-France

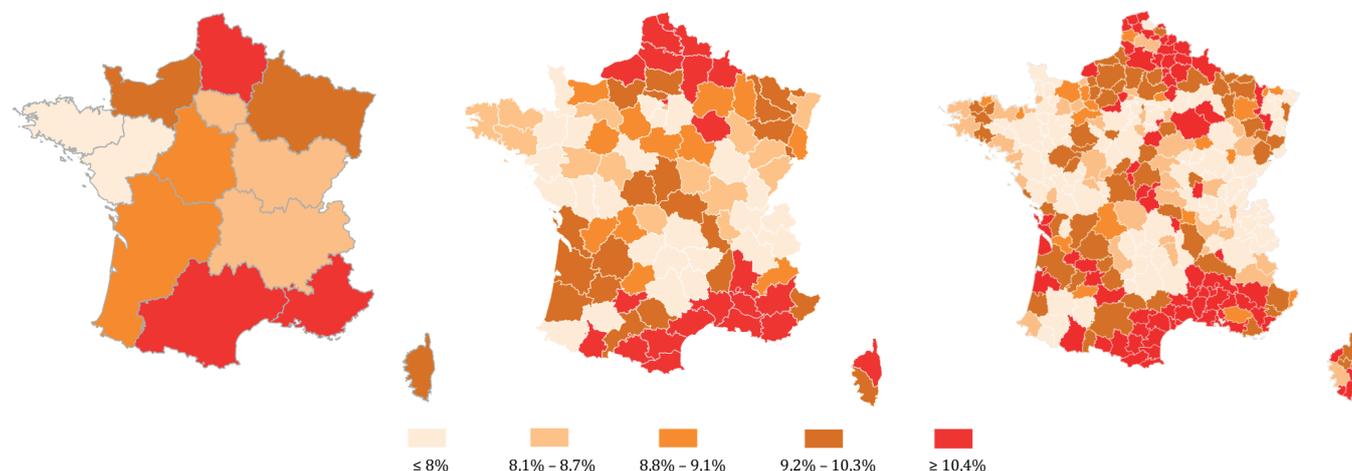
(11,6 %), l'Occitanie (11 %) et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,8 %). Huit des dix départements ayant les plus hauts taux de chômage se situent dans ces trois régions. S'intercalent, dans ce classement, les départements de l'Aube (Grand Est) et de la Seine-Saint-Denis (Île-de-France).

Au niveau des 304 zones d'emploi de France métropolitaine (1), les disparités sont encore plus marquées : l'écart est de 12,2 points entre les zones des Herbiers dans les Pays de la Loire (4,7 %) ou de Houdan en Île-de-France (4,7 %) et celle d'Agde-Pézénas en Occitanie (16,9 %).

L'ouest et l'est du territoire métropolitain se caractérisent globalement par des taux de chômage plus faibles (avec de nombreuses zones d'emploi ayant un taux inférieur à 7 %). En revanche, le nord et le sud comptent de nombreuses zones dans lesquelles le taux de chômage est supérieur à 12 %.

(1) Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois.

Carte 1 - Taux de chômage par région, département et zone d'emploi en 2017



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, taux de chômage localisés 2017 [1].

Des zones d'emploi à fort taux de chômage très concentrées dans le nord et le sud

Les 15 zones d'emploi qui enregistrent les taux de chômage les plus élevés (13,9 % et plus) (carte 2) se situent pour sept d'entre elles en Occitanie (Agde-Pézenas, Alès, Céret, Perpignan, Narbonne, Sète, Béziers) et pour les huit autres dans les Hauts-de-France (Thiérache, Maubeuge, Valenciennes, Tergnier, Saint-Quentin, Lens-Hénin, Calais, Roubaix-Tourcoing).

Certaines de ces zones (tableau 1) sont très peuplées avec une population active supérieure à 150 000 (Lens-Hénin, Roubaix-Tourcoing, Valenciennes); à l'inverse, cinq zones ont moins de 50 000

actifs (Agde-Pézenas, Céret, Sète, Tergnier, Thiérache). Entre les deux recensements de population de 2010 et 2015, la population active augmente dans toutes les zones occitanes mais diminue dans cinq zones des Hauts-de-France; l'augmentation de la population active et du nombre d'emplois est constatée dans six zones: Agde-Pézenas (focus 1), Béziers, Céret, Narbonne, Perpignan et Sète; la population active augmente, tandis que le nombre d'emplois diminue dans trois zones (Calais, Lens-Hénin, Roubaix-Tourcoing). La population active stagne à Alès, mais le nombre d'emplois diminue; enfin, ces deux chiffres varient à la baisse dans cinq zones (Maubeuge, St-Quentin, Tergnier, Thiérache, Valenciennes).

Tableau 1
Caractéristiques des 15 zones d'emploi au plus haut taux de chômage en 2017 en termes de population active, du nombre d'emplois et d'actifs résidant dans la zone d'emploi

Zone d'emploi	Taux de chômage 2017 (en %)	Taux de chômage. Variation 2008-2017 (en point)	Population active 15-64 ans en 2015	Variation population active en 2010-2015	Nombre d'emplois dans la zone en 2015	Variation nombre d'emplois en 2010-2015	Actifs résidant dans la zone ayant un emploi en 2015	Variation actifs résidant dans la zone ayant un emploi en 2010-2015
Agde-Pézenas	16,9	4,2	34 510	↗	25 584	↗	27 407	↗
Thiérache	15,8	3,2	24 761	↘	19 195	↘	19 871	↘
Alès	15,7	3,7	57 875	=	43 975	↘	46 366	↘
Maubeuge	15,2	3,9	98 069	↘	65 478	↘	77 414	↘
Céret	15,1	4,6	27 485	↗	21 068	↗	22 525	↘
Valenciennes	15,1	3,7	151 869	↘	121 202	↘	120 739	↘
Perpignan	14,8	4,6	146 065	↗	118 067	↗	117 834	↗
Calais	14,3	1,1	73 403	↗	52 046	↘	59 362	↘
Lens-Hénin	14,3	1,0	154 408	↗	110 221	↘	121 983	↘
Narbonne	14,3	3,4	67 969	↗	54 091	↗	55 171	↗
St-Quentin	14,3	2,9	59 959	↘	46 354	↘	48 534	↘
Tergnier	14,3	3,7	23 885	↘	16 325	↘	19 292	↘
Sète	14,2	2,6	41 486	↗	30 713	↗	34 304	↗
Béziers	13,9	3,0	93 178	↗	75 735	↗	77 102	↗
Roubaix-Tourcoing	13,9	2,5	191 997	↗	139 768	↘	156 216	↘

Champ : zones d'emploi métropolitaines.

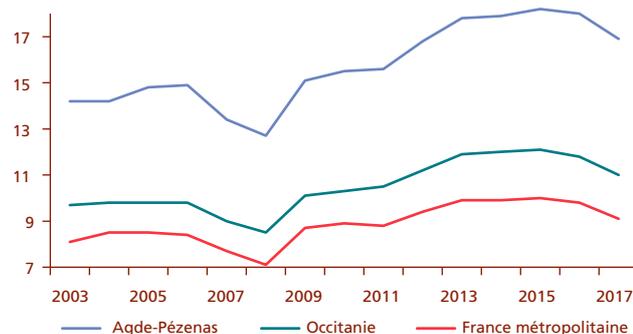
Source : Insee, taux de chômage localisés 2008-2017 [1]; recensements de la population 2010-2015.

Focus 1 - Agde-Pézenas, des difficultés qui perdurent

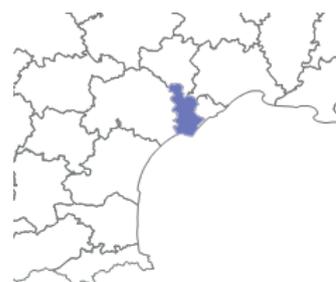
Dans la zone d'emploi d'Agde-Pézenas qui compte 84 000 habitants en 2015, la population est en hausse entre 2010 et 2015 malgré un solde naturel négatif : la part des jeunes dans la population baisse sur cette période, tandis que celle des 60 ans et plus augmente.

L'activité économique de la zone est centrée sur le commerce, les transports et les services ; l'agriculture y est plus représentée et l'industrie moins présente qu'en moyenne nationale ; 11 750 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi fin décembre 2017, un nombre en augmentation de 81,3 % depuis fin 2008 (+72,1 % en France métropolitaine).

Évolution du taux de chômage



Zone d'emploi d'Agde-Pézenas



Champ : zones d'emploi de France métropolitaine.

Source : Insee, taux de chômage localisés 2003-2017 [1].

Ces zones ne sont pas des pôles d'attraction pour les zones adjacentes, le nombre d'actifs en emploi étant supérieur au nombre d'emplois de la zone, à l'exception des zones d'emploi de Perpignan et de Valenciennes. L'écart est particulièrement fort dans les zones de Maubeuge et Tergnier, où le nombre de personnes en emploi est supérieur de 18 % au nombre d'emplois de la zone, les actifs travaillant très souvent dans les territoires adjacents.

En élargissant l'analyse aux trente zones d'emploi où le taux de chômage est le plus élevé (12 % et plus), leur localisation géographique reste particulièrement importante dans le sud de la France, avec neuf zones sur les quinze nouvelles zones (Aubenas, Clermont-L'Hérault Lodève, Ganges, Arles, Porto-Vecchio, Nîmes, Orange, Cavaillon-Apt, Sar-tène-Propriano). Trois zones au nord rejoignent ce classement (Douai, Soissons, Boulogne-sur-Mer). En dehors de ces deux territoires apparaissent Forbach et Saint-Dié-des-Vosges dans l'est et Vierzon au centre-ouest.

Quinze zones de plein emploi aux profils différents

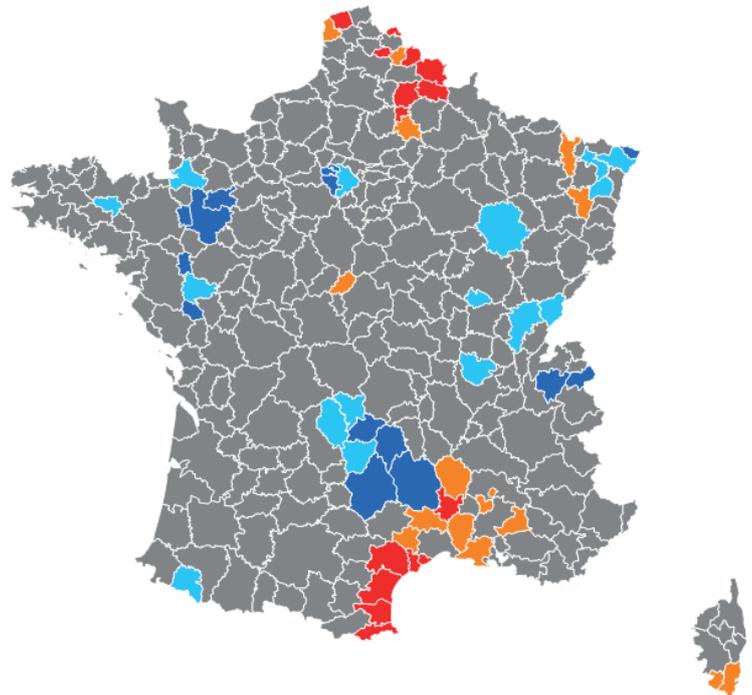
Les 15 zones d'emploi affichant le plus faible taux de chômage se situent, pour cinq d'entre elles, dans l'ouest de la France: Laval, Mayenne, Vitré, Ancenis, Les Herbiers. Toutes sauf Laval sont relativement peu peuplées (de 15 000 à 30 000 actifs; 100 000 à Laval).

Trois zones d'emploi se situent à l'ouest de Paris: Rambouillet, Plaisir et Houdan sont des zones résidentielles qui se caractérisent par des taux de pauvreté particulièrement bas. Quatre zones d'emploi se trouvent dans le Massif central (Lozère, Mauriac, Rodez, Saint-Flour). Bien que le taux de chômage soit peu élevé, elles se caractérisent plutôt par un manque de dynamisme: la population active, le nombre d'emplois dans la zone et le nombre d'actifs ayant un emploi sont quasiment tous en baisse entre les recensements de 2010 et 2015.

Les trois autres zones se situent dans l'est de la France (Annecy, Mont-Blanc, Wissembourg). Elles bénéficient de l'activité transfrontalière, grâce à

Carte 2

Taux de chômage annuel 2017 les plus élevés et les plus bas par zone d'emploi



Lecture : en bleu foncé, les 15 zones d'emploi dont le taux de chômage est le plus faible en 2017, en bleu clair, les 15 suivantes; en rouge, les 15 zones d'emploi dont le taux de chômage est le plus élevé en 2017, en orange les 15 suivantes.

Champ : zones d'emploi métropolitaines.

Source : Insee, taux de chômage localisés 2017.

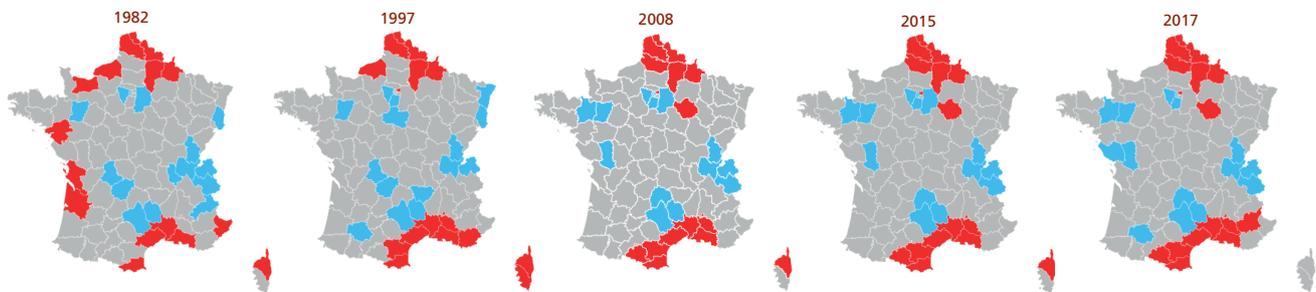
leur proximité avec la Suisse ou l'Allemagne, couplée à une industrie locale et des services aux entreprises locaux dynamiques.

Déplacement du chômage vers l'est

Sur longue période, de 1982 à 1997, année du taux de chômage national le plus élevé, le chômage s'est déplacé d'ouest en est. Puis les zones à fort chômage sont restées sensiblement les mêmes (carte 3); 12 des 13 régions de France métropolitaine affichent un taux de chômage en 2017

Carte 3

Taux de chômage par département en 1982, 1997, 2008, 2015 et 2017



Lecture : en rouge, les 15 départements à taux les plus élevés; en bleu, les 15 départements à taux les moins élevés selon les années.

Champ : départements de France métropolitaine.

Source : Insee, taux de chômage localisés 1982-2017.

Tableau 2

Caractéristiques des 15 zones d'emploi au plus bas taux de chômage en 2017 en termes de population active et d'emplois

Zone d'emploi	Taux de chômage 2017 (en %)	Taux de chômage. Variation 2008-2017 (en point)	Population active 15-64 ans en 2015	Variation population active en 2010-2015	Nombre d'emplois dans la zone en 2015	Variation nombre d'emplois en 2010-2015	Actifs résidant dans la zone ayant un emploi en 2015	Variation actifs résidant dans la zone ayant un emploi en 2010-2015
Ancenis	5,4	1,3	17 977	↘	19 104	↘	16 355	↘
Anncy	5,9	1,5	149 060	↗	127 071	↗	137 408	↗
Houdan	4,7	1,3	18 310	↗	11 714	=	17 256	=
Laval	6,0	1,3	102 869	↘	94 647	↘	93 789	↘
Les Herbiers	4,7	1,3	29 992	↗	28 372	↗	27 464	↗
Lozère	5,9	1,9	33 977	↘	31 774	↘	31 147	↘
Mauriac	5,2	0,5	12 073	↘	10 136	↘	11 237	↘
Mayenne	6,0	1,6	23 588	↘	20 908	↘	21 617	↘
Mont Blanc	5,5	1,4	30 696	↘	28 873	↘	29 411	↘
Plaisir	5,9	1,6	28 451	↗	20 033	↘	26 163	↘
Rambouillet	5,4	1,6	35 383	↘	23 308	↘	32 911	↘
Rodez	5,9	1,8	77 962	↗	72 004	↘	72 202	↘
Saint-Flour	4,9	-0,1	15 818	↘	14 458	↘	14 722	↘
Vitré	5,1	1,4	25 424	↘	24 561	↗	23 473	↗
Wissembourg	5,5	1,5	21 420	= -	11 457	↘	19 464	↘

Champ : zones d'emploi métropolitaines.

Source : Insee, taux de chômage localisés 2008-2017 [1] ; recensements de la population 2010-2015.

inférieur à celui de 1997 ; seule la région Grand Est affiche un taux supérieur à celui de 1997 (+0,4 point) (tableau 3).

De 1997 à 2017, le taux de chômage subit de fortes fluctuations. Globalement, il diminue de 1997 à 2008, passant de 10,3 % à 7,1 % en France métropolitaine en 2008, avec un taux maximum de 13,7 % en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et 13,8 % en Corse en 1997 et un taux minimum de 5,9 % en Bretagne et dans les Pays de la Loire en 2008. Après la crise, la hausse du chômage est continue dans toutes les régions, jusqu'à atteindre son point le plus haut en 2015 (10,0 % en France métropolitaine). Les écarts entre les régions sont toutefois moins importants qu'en 1997 : les taux s'écartant de 8,9 % en Bretagne, en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes à 12,6 % dans les Hauts-de-France. À partir de 2016, le chômage recule : en 2017, dans toutes les régions et tous les départements de France métropolitaine, le taux est plus bas qu'en 2015, avec un taux minimum de 7,8 % dans les Pays de la Loire et un taux maximum de 11,6 % dans les Hauts-de-France. Le taux départemental le plus bas concerne le Cantal (5,8 %) et le plus haut les Pyrénées-Orientales (15,1 %). Au niveau local, les évolutions récentes du chômage reflètent l'impact différencié de la crise.

La crise de 2008 a entraîné des effets différenciés sur l'économie des régions françaises et des zones d'emploi, avec des disparités encore plus marquées localement. Les inégalités territoriales, notamment en termes de richesse et de développement économique, sont souvent le produit de l'histoire et du développement industriel de la France, comme le montre l'exemple de la zone de Lens-Hénin (focus 2). La crise économique de 2008 a cependant bousculé les situations antérieures. En effet, la structure de la population, la diversité du tissu économique, la spécialisation sectorielle des zones et l'environnement géographique ont pu

Tableau 3

Taux de chômage par région de 1982 à 2017

En %

Région	1982	1997	2003	2008	2015	2017
Île-de-France	5,4	9,2	8,1	6,3	8,9	8,1
Centre-Val-de-Loire	5,6	9,1	7,0	6,2	9,7	8,8
Bourgogne-Franche-Comté	6,3	9,0	7,2	6,5	9,3	8,2
Normandie	7,9	11,1	8,4	7,3	10,3	9,4
Hauts-de-France	8,2	13,2	10,0	9,5	12,6	11,6
Grand Est	6,2	8,8	7,5	7,1	10,2	9,2
Pays de la Loire	7,1	9,4	6,9	5,9	9,0	7,8
Bretagne	6,9	8,8	6,9	5,9	8,9	7,9
Nouvelle-Aquitaine	7,0	9,9	7,7	6,8	9,8	8,8
Occitanie	7,3	12,0	9,7	8,5	12,1	11,0
Auvergne-Rhône-Alpes	5,6	9,5	7,2	6,2	8,9	8,1
Provence-Alpes-Côte d'azur	8,0	13,7	9,9	8,4	11,6	10,8
Corse	7,8	13,8	9,0	7,6	11,1	9,9
France métropolitaine	6,6	10,3	8,1	7,1	10,0	9,1

Champ : régions de France métropolitaine.

Source : Insee, taux de chômage localisés 1982-2017 [1].

expliquer des réactions de différentes amplitudes sur leur économie, réactions qui se produisent à différents moments selon les territoires.

Le taux de chômage augmente entre 2008 et 2017 dans la quasi-totalité des zones d'emploi (seule la zone de Saint-Flour a un taux de 2017 légèrement inférieur au taux de 2008), la hausse pouvant atteindre +5,0 points dans la zone d'emploi de Porto-Vecchio (+2,0 points en France métropolitaine).

Une trentaine de zones (en rouge sur la carte 4) ont été durement frappées par la crise, particulièrement dans le sud et le nord de la France. Parmi elles, 11 zones avaient déjà une situation dégradée en 2008 (avec un taux de chômage en 2008 supérieur de 2 points au taux de la France métropolitaine). Elles ont connu une augmentation du taux de chômage supérieure à 3 points entre 2008 et 2017. Ces zones sont toutes situées en Occitanie et dans les Hauts-de-France (Perpignan, Céret, Agde-Pézenas, Maubeuge, Tergnier, Valenciennes, Alès, Narbonne, Soissons, Thiérache) à l'exception d'une zone en Provence-Alpes-Côte-

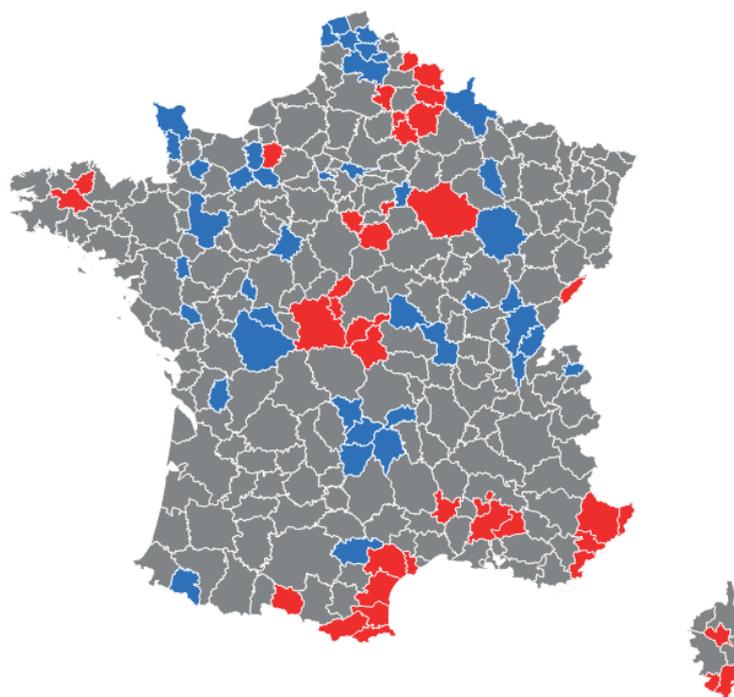
d'Azur (Orange). D'autres zones, qui partaient au contraire d'une situation favorable, ont été lourdement affectées par la crise. Sept zones d'emploi ayant un taux en 2008 inférieur au taux de la France métropolitaine ont connu une hausse supérieure à 3 points entre 2008 et 2017 (Morteau, Carhaix-Plouguer, Menton Vallée de la Roya, Nice, Guingamp, Châteauroux, Corte). Parmi elles, la zone de Morteau affichait un taux de chômage de 3,5 % en 2008 (focus 3).

134 zones sur 304 ont une évolution du taux de chômage entre 2008 et 2017 inférieure au taux moyen de 2 points, dont 30 (en bleu sur la carte) ont augmenté de moins de 1,3 point. Certaines avaient un taux élevé en 2008 supérieur à 10 % (Charleville-Mézières en Grand Est, Calais, Lens-Hénin, Boulogne-sur-Mer et Saint-Omer dans les Hauts-de-France), mais la plupart sont des zones qui se portent bien historiquement et combinent plusieurs facteurs explicatifs positifs, à l'image de Rambouillet (focus 4).

Depuis la crise, le taux de chômage des hommes a dépassé celui des femmes

Dans 9 régions sur 13 en France métropolitaine, le taux de chômage des hommes est supérieur à celui des femmes en 2017 (voir focus 5 pour les Drom). L'écart est en moyenne de +0,2 point et varie selon les régions de -1,8 point en Corse – où le taux de

Carte 4
Évolution du taux de chômage entre 2008 et 2017 par zone d'emploi



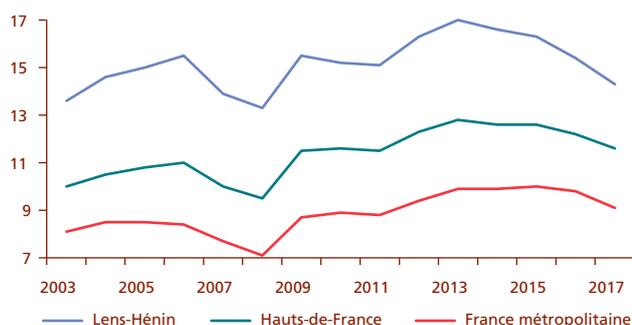
Lecture : en bleu, les 30 zones d'emploi dont l'évolution du taux de chômage entre 2008 et 2017 est la plus faible (inférieure à + 1,3 point) ; en rouge, les 30 zones d'emploi dont l'évolution du taux de chômage entre 2008 et 2017 est la plus élevée (supérieure à + 3 points).
Champ : zones d'emploi métropolitaines.
Source : Insee, taux de chômage localisés 2008-2017.

Focus 2 - La zone d'emploi de Lens-Hénin face au déclin industriel et à la crise de 2008

La zone d'emploi de Lens-Hénin [2] [3] est densément peuplée (360 000 habitants, soit 1 144 habitants par km²) et composée de quatre grandes communes : Lens, Liévin, Hénin-Beaumont et Carvin. Géographiquement, la zone est située entre Lille et Arras, au cœur de l'arc minier et au carrefour des grands axes de communication nord-sud et est-ouest. Économiquement, la zone est marquée dans la seconde moitié du 20^e siècle par le déclin de l'activité minière, alors moteur économique du territoire : le nombre d'emplois liés aux activités du charbonnage est passé de 55 000 en 1962 (soit 51 % de l'emploi total) à moins de 1 000 en 1990. Ce déclin entraîne la baisse de l'emploi dans les activités connexes (fabrication de matériels de mines et forage), conduisant le territoire à s'engager sur la voie de la diversification de son économie, dans le tertiaire marchand, dans l'habillement et le textile, ainsi que dans la construction automobile. La recomposition du tissu économique crée une dynamique favorable sur le territoire jusqu'en 2007, avant que ne survienne la crise de 2008. Sur la période 2008-2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C augmente de 48,8 %, passant de 26 750 fin décembre 2008 à 39 800 fin décembre 2017. Malgré une amélioration amorcée en 2014, le taux de chômage de la zone reste l'un des plus élevés de France métropolitaine (14,3 % en 2017).

Pour se développer, le territoire compte aussi sur de nouveaux débouchés et de nouvelles dynamiques qui émergent autour des services à la personne, de l'innovation technologique et des technologies de l'information et de la communication, du développement durable ou de la valorisation du patrimoine (inscription du bassin minier au patrimoine mondial de l'Unesco; musée du Louvre-Lens).

Évolution du taux de chômage



Zone d'emploi de Lens-Hénin



Champ : zones d'emploi de France métropolitaine.
Source : Insee, taux de chômage localisés 2003-2017 [1].

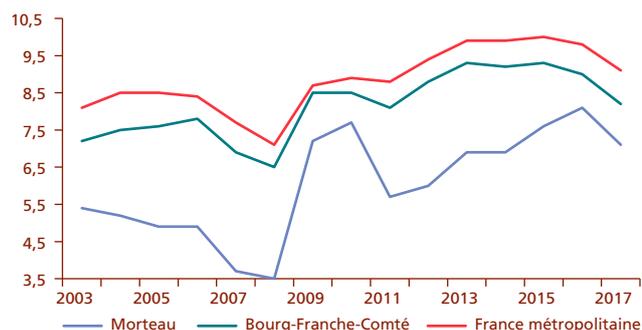
Focus 3 - La zone d'emploi de Morteau : une dynamique fragilisée par la crise

Frontalière avec la Suisse, la zone d'emploi de Morteau (47 000 habitants) bénéficie de sa proximité avec la Suisse : parmi les 23 000 actifs occupant un emploi et résidant dans la zone, environ 8 000 travaillent en Suisse. L'industrie est très présente dans cette zone avec des industries de spécialisation, comme la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, notamment l'horlogerie, la métallurgie, le travail du bois et la fabrication de denrées alimentaires et de boissons.

En 2008, le taux de chômage à Morteau s'élève à seulement 3,5 %. En neuf ans, il a doublé, et atteint 7,1 % en 2017, ce qui constitue la plus forte progression du taux de chômage en France sur cette période, même si le taux reste en deçà de la moyenne française (9,1 %) et de la moyenne de la région Bourgogne-Franche-Comté (8,2 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C a augmenté de 150 %, passant de 1 300 fin décembre 2008 à 3 300 fin décembre 2017.

Cette forte récession est due à l'ampleur de la crise économique dans ces secteurs industriels, en France comme en Suisse. Un faible niveau de qualification (32,3 % de la population est sans diplôme et 20,8 % est diplômée de l'enseignement supérieur en 2015) et un tissu économique constitué principalement d'entreprises de petite taille, souvent dépendantes de donneurs d'ordre, expliquent les difficultés de la zone à retrouver le chemin de la croissance.

Évolution du taux de chômage



Zone d'emploi de Morteau



Champ : zones d'emploi de France métropolitaine.

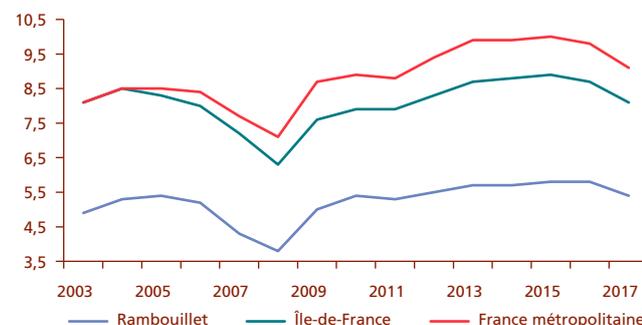
Source : Insee, taux de chômage localisés 2003-2017 [1].

Focus 4 - Rambouillet, dynamisme économique

Plus de 72 000 personnes résident dans la zone d'emploi de Rambouillet. La population totale comme la population active augmentent entre 2009 et 2014. La population de la zone d'emploi est diplômée de l'enseignement supérieur (40,1 %, contre 22,1 % sans diplôme en 2015). La part des cadres et professions intermédiaires dans le total de la population active est plus élevée que la moyenne régionale. Bénéficiant de la proximité de Paris, dotée d'infrastructures de qualité, d'une dynamique industrielle portée par L'Oréal, la zone est proche du plateau de Saclay qui accueille des pépinières d'entreprises, des activités tertiaires supérieures, de l'industrie et de grands pôles scientifiques nationaux [4].

Le taux de chômage de la zone d'emploi de Rambouillet est de 5,4 %, soit l'un des plus bas taux des zones d'emploi métropolitaines, un taux largement inférieur au taux métropolitain (9,1 %). Néanmoins, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C inscrits à Pôle emploi fin décembre 2017 s'élève à 3 800 contre 2 120 fin 2008, soit une hausse de 79 %, légèrement supérieure à la hausse enregistrée sur l'ensemble de l'Hexagone.

Évolution du taux de chômage



Zone d'emploi de Rambouillet



Champ : zones d'emploi de France métropolitaine.

Source : Insee, taux de chômage localisés 2003-2017 [1].

chômage des femmes reste supérieur à celui des hommes – à +0,5 point en Normandie. Ce plus fort taux de chômage des hommes s’observe dans la majorité des départements (55, en orange sur la carte 5). C’est dans le département de la Creuse que l’écart entre le taux de chômage des hommes et des femmes est maximal (+1,4 point).

Historiquement, la situation était pourtant inversée; jusqu’à la crise de 2008, le taux de chômage des femmes était plus élevé que celui des hommes. Les hommes ayant été touchés de façon prononcée dès le début de la crise, leur taux de chômage rejoint celui des femmes dès 2012, puis le dépasse à partir de 2013 pour atteindre 10,5 % en 2015 en France métropolitaine, contre 9,5 % pour les femmes.

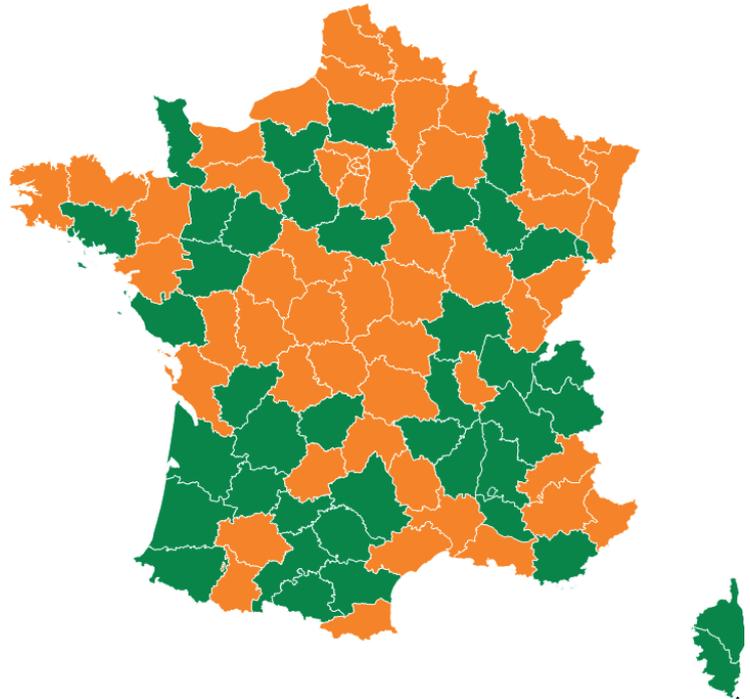
Dans les deux régions les plus touchées par le chômage, on observe ce même phénomène, mais pas avec la même intensité (graphique 1): en Occitanie, les courbes convergent en 2013. Les courbes se croisent en 2009 dans les Hauts-de-France, puis se disjoignent dès 2012. En Île-de-France, sur la période observée, le taux de chômage des hommes reste très proche de celui des femmes avec de multiples inversions.

À l’inverse, l’amélioration globale de l’emploi observée depuis fin 2015 a davantage profité aux hommes, et l’écart s’est sensiblement réduit sur l’ensemble du territoire métropolitain.

Chômage des jeunes : des différences locales très marquées

Sur l’ensemble du territoire national, le taux de chômage des jeunes est largement supérieur au taux de chômage moyen (21,6 % contre 9,1 % en 2017), mais les différences entre régions sont

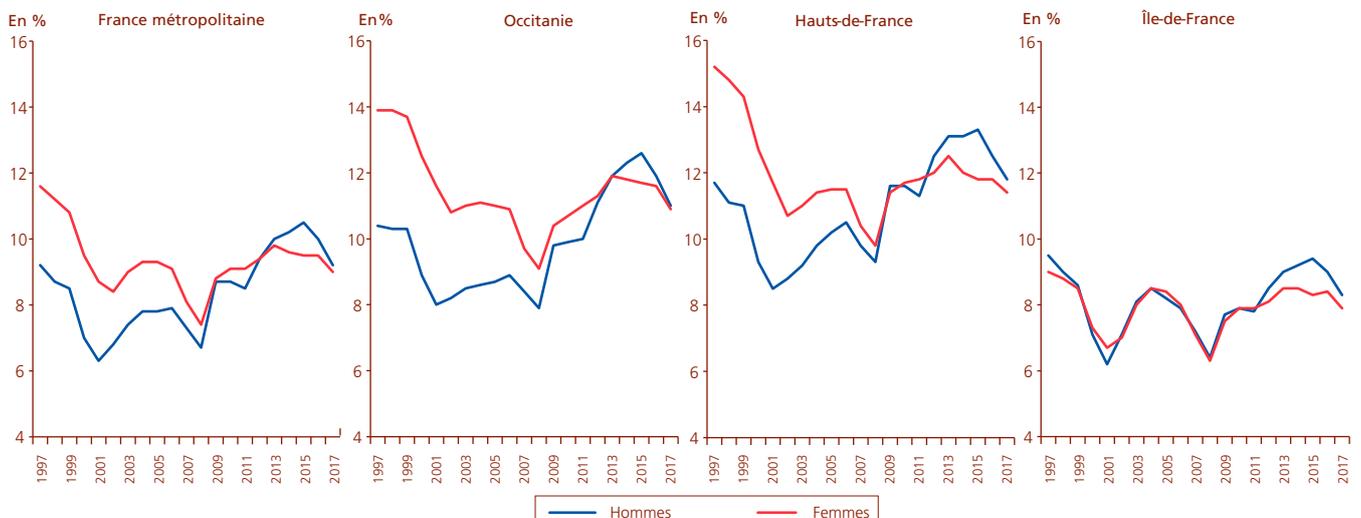
Carte 5
Taux de chômage par département selon le genre en 2017



Note : les départements où le taux de chômage des hommes est supérieur à celui des femmes apparaissent en orange, les départements où le taux de chômage des femmes est supérieur à celui des hommes apparaissent en vert.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, taux de chômage localisés 2017 [1].

bien plus marquées que celles relatives au taux de chômage de l’ensemble de la population : le taux de chômage des jeunes varie de 15,9 % en Île-de-France à 29,3 % dans les Hauts-de-France, soit respectivement -5,7 points et + 7,7 points par rapport au taux moyen de la France métropolitaine.

Graphique 1
Évolution du taux de chômage selon le genre de 1997 à 2017



Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, taux de chômage localisés 1997-2017 [1].

Les taux de chômage des jeunes les plus élevés concernent les départements où les taux de chômage tous âges confondus sont également élevés (Pyrénées-Orientales, Aisne, Pas-de-Calais, Aude...) (carte 6). Ils atteignent les niveaux les plus bas dans les départements de Paris et des Hauts-de-Seine avec respectivement 12 % et 15 %. Le taux de chômage des jeunes en Seine-Saint-Denis reste en deçà du taux moyen en France métropolitaine (21,0 % contre 21,6 %) pour un taux tous âges confondus élevé (11,9 %).

L'évolution sur vingt ans du taux de chômage régional des jeunes suit la tendance nationale (graphique 2). Dans deux régions, en Centre-Val de Loire et Grand Est, ce taux est inférieur à celui de la France métropolitaine en 1997 mais le dépasse légèrement en 2017. Dans les Hauts-de-France et en Occitanie, le taux de chômage des jeunes conserve un écart important avec la moyenne nationale tout au long de la période. En revanche, les taux de Nouvelle-Aquitaine et Bourgogne-Franche-Comté sont très proches de la moyenne sur toute la période.

Dans 56 départements en 2017, le taux de chômage des jeunes est supérieur au taux de chômage moyen des jeunes en France métropolitaine.

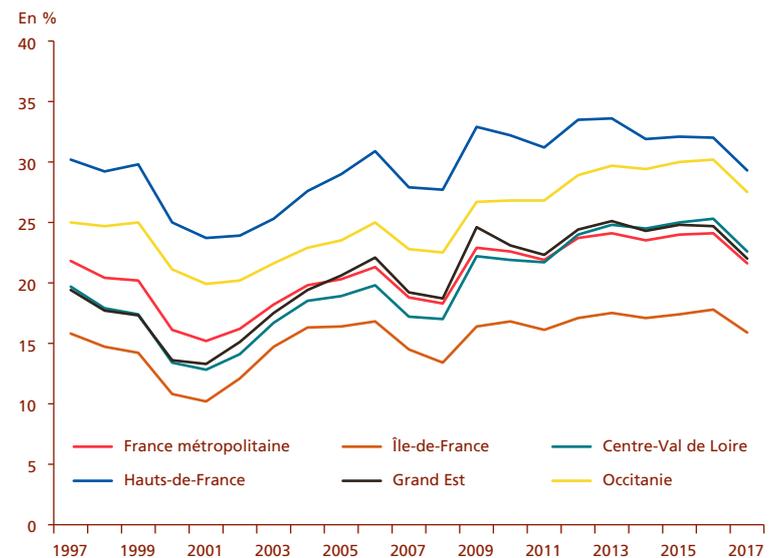
Si les régions les plus touchées par le chômage des jeunes sont bien celles où le chômage est globalement le plus élevé, l'écart avec le taux moyen tous âges confondus varie selon les départements, de 2,9 points dans le département de Paris à 21,5 points dans les Pyrénées-Orientales, où le taux de chômage des jeunes atteint 36 %. Le département du Tarn affiche un taux de chômage élevé pour les jeunes (dans les dix plus hauts), alors que le taux global est de 10,8 %.

Depuis la crise de 2008, l'augmentation du taux de chômage des jeunes est particulièrement importante dans trois départements: Pyrénées-Orientales, Indre et Aude. Cette augmentation est cependant faible dans le Nord et le chômage des jeunes a même diminué dans le Pas-de-Calais, mais ces deux départements avaient connu les niveaux de chômage des jeunes les plus hauts en 2008.

Entre 2015 et 2017, le taux de chômage des jeunes, à l'instar du taux de chômage tous âges confondus, a baissé dans tous les départements.

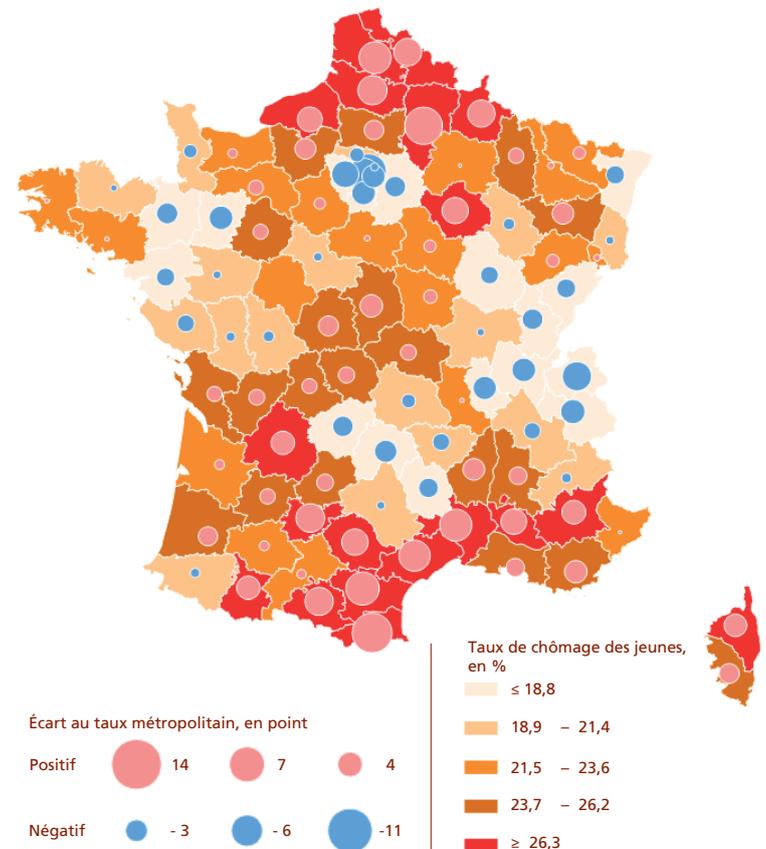
Nathalie Lasserre (Dares).

Graphique 2
Évolution du taux de chômage des jeunes sur 20 ans



Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, taux de chômage localisés 1997-2017 [1].

Carte 6
Taux de chômage des jeunes par département en 2017



Lecture : dans le département du Pas-de-Calais, le taux de chômage des jeunes est élevé et bien supérieur au taux moyen de France métropolitaine.

Champ : départements de France métropolitaine.
Source : Insee, taux de chômage localisés 2017.

Focus 5 - Des taux de chômage élevés dans les départements et régions d'outre-mer

Dans les départements et régions d'outre-mer, le taux de chômage reste élevé en 2017, et bien au-dessus du taux constaté en France hors Mayotte (9,4 %). Il est de 17,8 % en Martinique, de 22,4 % en Guyane et en Guadeloupe, et de 22,8 % à La Réunion [5].

En 2017, le taux de chômage des femmes est supérieur à celui des hommes en Martinique, en Guyane et en Guadeloupe, mais égal à La Réunion. En Guadeloupe, 53,3 % des jeunes sont au chômage, contre 47,5 % à La Réunion.

Taux de chômage 2017

En %

	Ensemble	Hommes	Femmes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
Guadeloupe	22,4	21,1	23,5	53,3	24,1	13,9
Martinique	17,8	15,4	19,9	50,1	18,3	12,3
Guyane	22,4	20,4	24,8	43,9	21,7	14,4
La Réunion	22,8	22,8	22,8	47,5	21,8	15,5
France hors Mayotte	9,4	9,5	9,3	22,3	8,8	6,6
France métropolitaine	9,1	9,2	9,0	21,6	8,5	6,4

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés 2017, enquête Emploi 2017 DOM.

Ces taux structurellement élevés recouvrent des disparités fortes : de 35,4 % dans la zone d'emploi de Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane à 16,0 % dans la zone d'emploi « centre agglomération » de la Martinique, en 2017. Les taux de chômage des zones d'emploi de Martinique sont moins élevés que ceux des trois autres départements et ils diminuent sur les dernières années (2014-2017).

Au cours de cette période, le taux de chômage augmente dans seulement 3 des 17 zones d'emploi des départements et régions d'outre-mer. La plus forte évolution est notée dans la zone d'emploi de Marie-Galante en Guadeloupe (+3 points), suivie par Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane (+2,2 points). À l'inverse, le taux de chômage de la zone d'emploi « ouest » de la Réunion affiche la plus forte diminution entre 2014 et 2017 (-5,2 points), pour se porter à 22,1 % en 2017. Comme en Martinique, les taux de chômage de toutes les zones d'emploi de La Réunion diminuent sur la période 2014-2017. Après 3 années consécutives de baisse, le taux de chômage cesse néanmoins de diminuer à La Réunion en 2017.

Taux de chômage 2017 par zone d'emploi

Guadeloupe

Martinique

Guyane

La Réunion

Taux de chômage, en %



Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés 2017 ; enquête Emploi 2017 DOM.

Pour en savoir plus

- [1] Insee (2018), « Taux de chômage localisés (par régions, départements et zones d'emploi) », août.
- [2] Direccte Hauts-de-France (2014), « Trajectoire socio-économique de la zone d'emploi de Lens – Hénin », *Les Synthèses de la Direccte*, n° 41, décembre.
- [3] Insee (2018), « Zone d'emploi de Lens-Hénin », *dossier complet*, juin.
- [4] Direccte, IAU, Insee Île-de-France (2018), « Le bassin d'emploi Versailles-Saclay : un tissu économique attractif et spécialisé dans des secteurs à haute valeur ajoutée », *Synthèse thématique* n° 80, avril.
- [5] Insee (2018), « L'insertion sur le marché du travail reste moins aisée dans les DOM en 2017 », *Synthèse*, juin.

DARES RÉSULTATS est édité par le ministère du travail.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr>

(Rubrique Études, Recherches, Statistiques de la Dares)

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Anne Delahaye**

Secrétariat de rédaction : **Marie Avenel, Hadrien Baer**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : ministère du travail.

Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Abonnement aux avis de parution de la Dares

(<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/avis-de-parution/article/abonnement>)

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD.

ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.

Données des graphiques et tableaux accessibles au format excel

